

## Commission paritaire de l'agriculture

### Convention collective de travail du 5 février 2008 instituant le fonds de pensions-second pilier CP 144

#### Numéro d'enregistrement

#### Objet, champ d'application et fonctionnement dans le temps

1. Cette convention collective de travail vise à régler l'institution et les statuts du Fonds de pensions-second pilier CP 144.
2. Cette convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers qui ressortissent à la Commission paritaire de l'agriculture.  
Par «ouvriers», il faut entendre les ouvriers et ouvrières.
3. Les parties demandent la force obligatoire de cette convention collective de travail.
4. Cette convention collective de travail prend effet le 1er janvier 2008 et est conclue pour une durée indéterminée.
5. Cette convention collective de travail peut être dénoncée par moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes:
  - a. Moyennant le respect de l'article 10 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires, nommée ci-après LPC, ce qui signifie que la décision d'abroger le plan social sectoriel de pension n'est valide que lorsqu'elle a remporté 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans l'organe paritaire représentant les employeurs et 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans l'organe paritaire représentant les travailleurs, et
  - b. Moyennant un délai de préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la Commission paritaire de l'agriculture.
6. La dénonciation de la présente convention collective de travail entraîne automatiquement la dissolution du fonds de pensions-second pilier CP 144.
7. Les annexes font partie intégrante de la présente convention collective de travail.

## **Annexe 1e: Statuts Fonds de pensions-second pilier CP 144**

### **Chapitre premier. Institution, dénomination et siège social**

1. À partir du 1er janvier 2008, un fonds de sécurité d'existence est institué sous la dénomination «Fonds de pensions-second pilier CP 144», appelé ci-après F2P CP 144.
2. Le F2P CP 144 est institué en exécution de la loi du 7 janvier 1958 sur les Fonds de sécurité d'existence et en exécution des dispositions du chapitre III de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires, appelée ci-après LPC.
3. Le siège social du F2P CP 144 est établi à 1000 Bruxelles, Grand-Place 10. Le siège du F2P CP 144 peut cependant être déplacé vers toute autre lieu fixé par une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

### **Chapitre 2. Mission**

4. Le F2P CP 144 est chargé de la mission d'organisateur du plan social sectoriel de pensions tel que prévu par la LPC.
5. La mission d'organisation du plan social sectoriel de pension consiste en:
  - a. l'institution, la modification ou la liquidation d'un plan social sectoriel de pensions;
  - b. L'organisation de toutes les Communications nécessaires à l'intention de l'institution de pensions, de l'institution de solidarité, des employeurs, des affiliés, des bénéficiaires ou de leurs ayants droits;
  - c. L'organisation du financement;
  - d. L'exécution de toute obligation imposée par la législation et les arrêtés d'exécution.

### **Chapitre 3. Avantages**

6. Les engagements de pension et de solidarité forment ensemble le plan social sectoriel de pensions tel que prévu à l'article 4.
7. Les engagements de pension et de solidarité font l'objet d'une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal énumérant les personnes qui peuvent en bénéficier et en fixant également la nature et les modalités d'octroi et de liquidation.

### **Chapitre 4. Financement**

8. Les cotisations pour le financement du plan social sectoriel de pension sont exclusivement fixées par une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.
9. Ces cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale.
10. Conformément à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, les modalités de calcul, de perception et de recouvrement de ces cotisations, ainsi que des éventuels majorations et intérêts de retard sont les mêmes que celles qui s'appliquent aux cotisations de sécurité sociale.
11. Le F2P CP 144 distribue les cotisations et verse celles-ci au fonds de financement pension et au fonds de financement solidarité selon les modalités fixées par le Conseil de gestion.
12. L'employeur est responsable des suites découlant de tout renseignement imprécis, incomplet, inexact ou tardif déclaré à l'ONSS et transmis par elle, via le F2P CP 144, aux institutions de pension et de solidarité.

### **Chapitre 5. Gestion**

13. Le F2P CP 144 est administré par un conseil de gestion composé de représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs siégeant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles.
14. Le Conseil de gestion est composé de six membres effectifs et de six membres suppléants, dont chaque fois la moitié de représentants des organisations d'employeurs et l'autre moitié de représentants des organisations de travailleurs.
15. La commission paritaire désigne les membres du Conseil de gestion parmi les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs. La durée de leur mandat est de trois ans tacitement renouvelables.
16. Tous les trois ans, le Conseil de gestion désigne parmi ses membres un président et un vice-président. Ceux-ci sont rééligibles.
17. Le Conseil de gestion se réunit sur convocation du président.
18. Le président est tenu de convoquer le Conseil de gestion au moins deux fois par an et chaque fois qu'au moins deux membres du Conseil de gestion en font la demande.
19. La convocation doit mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le Conseil de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion.
20. Les décisions du Conseil de gestion sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.
21. Le vote est valide pour autant qu'au moins les deux tiers des membres effectifs ou leurs suppléants y participent.
22. Il ne peut être voté que sur les points figurant à l'ordre du jour.
23. Le Conseil de gestion a pour mission d'assurer la gestion du F2P CP 144 et de prendre toutes les mesures qui apparaissent nécessaires pour son bon fonctionnement.
24. Le Conseil de gestion a les pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer le F2P CP 144.
25. Le Conseil de gestion procède en toutes ses actions et agit en droit par la voix de son président ou du gestionnaire délégué à cette fin.
26. Le Conseil de gestion peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.
27. Les gestionnaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ne contractent aucune obligation personnelle suite à leur gestion en ce qui concerne les engagements pris par le F2P CP 144.
28. Sauf en cas d'un mandat spécial donné par le Conseil de gestion, les actions qui engagent le F2P CP 144, à l'exception de la gestion journalière ou ordinaire, sont cosignées par le président et deux gestionnaires, soit un représentant de chaque organisation.

## **Chapitre 5. Budgets et comptes**

29. L'exercice comptable débute au 1er janvier de chaque année et clôture au 31 décembre de la même année.
30. Chaque année, au plus tard au mois de décembre, un budget pour l'exercice suivant est soumis pour approbation à la commission paritaire.
31. Les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment définis au niveau comptable.
32. Le Conseil de gestion, ainsi que le réviseur d'entreprise désigné par la commission paritaire en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, rédigent chaque année un rapport écrit concernant l'exécution de leur mission au cours de l'exercice écoulé.

33. Le bilan, ainsi que les rapports susmentionnés, doivent être soumis pour approbation à la commission paritaire au plus tard au cours du mois de juillet. Après approbation, une copie en est transmise au Ministre ayant le Travail parmi ses compétences.

### **Chapitre 6. Dissolution**

34. Toute modification de ces statuts ne peut faire l'objet de délibération qu'au cas où elle aurait été explicitement annoncée à l'ordre du jour inscrit à la convocation pour la réunion de la commission paritaire.
35. En cas de dissolution du F2P CP 144, la commission paritaire désignera les liquidateurs, fixera leurs compétences et rémunérations et définira la destination du patrimoine.

\*

**Annexe 2: Membres du Conseil de gestion du F2P CP 144**

Conformément aux statuts du Fonds de pensions-second pilier CP 144, la commission paritaire de l'agriculture a nommé comme membres du Conseil de gestion:

Commission paritaire	Date décision CP	Nom et prénom	Représentant employeur/travailleur	effectif/suppléant	début mandat
			Représentant employeur	effectif	01/01/2008
			Représentant employeur	effectif	01/01/2008
			Représentant employeur	effectif	01/01/2008
			Représentant employeur	suppléant	01/01/2008
			Représentant employeur	suppléant	01/01/2008
			Représentant employeur	suppléant	01/01/2008
			Représentant travailleur	effectif	01/01/2008
			Représentant travailleur	effectif	01/01/2008
			Représentant travailleur	effectif	01/01/2008
			Représentant travailleur	suppléant	01/01/2008
			Représentant travailleur	suppléant	01/01/2008
			Représentant travailleur	suppléant	01/01/2008



## Paritair Comité voor de Landbouw

### Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2008 tot oprichting van het Fonds Tweede Pijler PC144.

#### Registratienummer

#### Doelstelling, toepassingsgebied en werking in de tijd

1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als doel de oprichting en de statuten van het Fonds tweede pijler PC 144 regelen.
2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Landbouw. Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.
3. De partijen vragen de algemeen verbindend verklaring van deze collectieve arbeidsovereenkomst aan.
4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2008 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.
5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden mits naleving van de volgende cumulatieve voorwaarden :
  - a. Mits naleving van artikel 10 van de Wet op de Aanvullende Pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP genoemd, hetgeen betekent dat de beslissing tot opheffing van het sociaal sectoraal pensioenplan enkel geldig is wanneer zij 80% van de stemmen van de , in het paritair orgaan benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80% van de stemmen van de, in het paritair orgaan benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen, heeft behaald, en
  - b. Mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité van Landbouw.
6. De opzegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft automatisch de ontbinding van het Fonds tweede pijler PC 144 tot gevolg.
7. De bijlagen maken integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

## **Bijlage 1 : Statuten Fonds tweede pijler PC 144.**

### **Hoofdstuk 1. Oprichting, benaming en maatschappelijke zetel.**

1. Met ingang van 1 januari 2008 wordt een Fonds voor Bestaanszekerheid opgericht, onder de benaming "Fonds tweede pijler PC 144", hierna F2P PC 144.
2. Het F2P PC 144 is opgericht in uitvoering van de Wet van 7 januari 1958 betreffende Fondsen voor Bestaanszekerheid en in uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk III van de Wet op de Aanvullende Pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP.
3. De maatschappelijke zetel van het F2P PC 144 is gevestigd te 1000 Brussel, Grote Markt 10. De zetel van het F2P PC 144 kan echter verplaatst worden naar iedere andere plaats die bij een bij Koninklijk Besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vastgesteld.

### **Hoofdstuk 2. Doel**

4. Het F2P PC 144 wordt belast met de taak van inrichter van het sociaal sectoraal pensioenplan zoals bepaald in de WAP.
5. De opdracht tot inrichting van het sectoraal sociaal pensioenplan omvat :
  - a. De invoering, wijziging of opheffing een sociaal sectoraal pensioenplan;
  - b. De organisatie van alle noodzakelijke mededelingen naar de pensioeninstelling, de solidariteitsinstelling, de werkgevers, de aangeslotenen, de begunstigden of hun rechthebbenden;
  - c. De organisatie van de financiering;
  - d. De uitvoering van elke verplichting opgelegd door de wetgeving en haar uitvoeringsbesluiten.

### **Hoofdstuk 3. Voordelen**

6. De pensioen- en de solidariteitstoezegging vormen samen het sociaal sectoraal pensioenplan zoals in artikel 4 beoogd.
7. De pensioen- en de solidariteitstoezegging maken het voorwerp uit van een bij Koninklijk Besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst waarin de personen worden vermeld die ervan kunnen genieten en waarin ook de aard en de toekennings- en uitbetalingswijze ervan worden vastgesteld.

### **Hoofdstuk 4. Financiering**

8. De bijdragen voor de financiering van het sociaal sectoraal pensioenplan worden uitsluitend vastgelegd bij een bij Koninklijk Besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst.
9. Deze bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.
10. Overeenkomstig artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid, zijn de wijzen van berekening, van inning, van invordering van deze bijdragen en van eventuele opslagen en verwijlinteressen dezelfde als deze die voor de sociale zekerheidsbijdragen gelden.
11. Het F2P PC 144 verdeelt de bijdragen en stort deze door naar het financieringsfonds pensioen en het financieringsfonds solidariteit overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd door de Raad van Beheer.
12. De werkgever is verantwoordelijk voor de gevolgen die voortvloeien uit alle onnauwkeurige, onvolledige, onjuiste of laattijdige inlichtingen die aangegeven worden aan de RSZ en die via het F2P PC 144 aan de pensioen- en de solidariteitsinstelling worden overgemaakt.

## **Hoofdstuk 5. Beheer**

13. Het F2P PC 144 wordt beheerd door een Raad van Beheer die paritair is samengesteld uit afgevaardigden van de werkgeversorganisaties en werknemersorganisaties die zetelen in het Paritair Comité voor de Landbouw.
14. De Raad van Beheer bestaat uit zes effectieve en zes plaatsvervangende leden, waarvan telkens de ene helft afgevaardigden van de werkgeversorganisaties, en de andere helft afgevaardigden van de werknemersorganisaties.
15. Het Paritair Comité wijst de leden van de Raad van Beheer aan onder de afgevaardigden van de werkgevers- en werknemersorganisaties. Hun mandaat duurt drie jaar en is stilzwijgend hernieuwbaar.
16. Om de drie jaar, duidt de Raad van Beheer in zijn midden, een voorzitter en ondervoorzitter aan. Deze zijn herkiesbaar.
17. De Raad van Beheer vergadert op bijeenroeping van de voorzitter.
18. De voorzitter is gehouden de Raad van Beheer bijeen te roepen minstens tweemaal per jaar en telkens wanneer tenminste twee leden van de Raad van Beheer erom verzoeken.
19. In de oproeping moet de dagorde vermeld staan. De verslagen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de Raad van Beheer, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.
20. De beslissingen worden met éénparigheid onder de aanwezige leden genomen.
21. De stemming is geldig voor zover eraan wordt deelgenomen door tenminste tweederden van de effectieve leden of hun plaatsvervangers.
22. Er kan slechts worden gestemd over de punten die op de dagorde voorkomen.
23. De Raad van Beheer heeft tot opdracht het F2P PC 144 te beheren en alle maatregelen te treffen die nodig blijken te zijn voor zijn goede werking.
24. De Raad van Beheer bezit de meest uitgebreide machten voor het beheren en het besturen van het F2P PC 144.
25. De Raad van Beheer treedt in al zijn handelingen op en handelt in recht bij monde van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.
26. De Raad van Beheer kan zijn machten geheel of ten dele overdragen aan één of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.
27. De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ingevolge hun beheer ten opzichte van de verbintenissen van het F2P PC 144.
28. Behoudens ingeval van een door de Raad van Beheer gegeven bijzondere volmacht worden de handelingen die het F2P PC 144 verbinden, met uitzondering van die van dagelijks of gewoon bestuur, ondertekend door de voorzitter en door twee bestuurders, met name één vertegenwoordiger van elke organisatie.

## **Hoofdstuk 5. Begrotingen en rekeningen**

29. Het boekjaar neemt een aanvang op 1 januari van elk jaar en sluit op 31 december van hetzelfde jaar.
30. Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Comité.
31. Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans moeten op rekenplichtig gebied voldoende omschreven zijn.
32. De Raad van Beheer, alsmede de bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité



- aangewezen revisor, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.
33. De balans, samen met bovengenoemde schriftelijke verslagen, moeten uiterlijk tijdens de maand juli ter goedkeuring aan het Paritair Comité worden voorgelegd. Na goedkeuring wordt een kopie hiervan overgemaakt aan de Minister die de Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft.

#### **Hoofdstuk 6. Ontbinding**

34. Elke wijziging aan deze statuten kan slechts het onderwerp uitmaken van een beraadslaging indien zij uitdrukkelijk aangekondigd werd op de agenda van de uitnodiging voor de vergadering van het Paritair Comité.
35. Ingeval van ontbinding van het F2P PC 144 zal het Paritair Comité de vereffenaars aanduiden, hun bevoegdheden en de bezoldigingen vastleggen en de bestemming van het vermogen aanduiden.

\*\*\*

**Bijlage 2 : Leden van de Raad van Beheer van het F2P PC144.**

Overeenkomstig de statuten van het Fonds tweede pijler PC 144, heeft het Paritair Comité voor de Landbouw als leden van de Raad van Beheer benoemd :

Paritair Comité	Datum beslissing PC	Naam en voornaam	werkgever/werknemer-vertegenwoordiger	effectief/plaatsvervangend	aanvang mandaat
			Vertegenwoordiger werkgever	effectief	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werkgever	effectief	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werkgever	effectief	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werkgever	plaatsvervangend	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werkgever	plaatsvervangend	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werkgever	plaatsvervangend	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werknemer	effectief	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werknemer	effectief	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werknemer	effectief	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werknemer	plaatsvervangend	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werknemer	plaatsvervangend	01/01/2008
			Vertegenwoordiger werknemer	plaatsvervangend	01/01/2008

\*\*\*